



DEPARTEMENT DU CANTAL

SAINT-FLOUR COMMUNAUTE

DECISION DU PRESIDENT n°2026-636
PRISE PAR DELEGATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

OBJET :
**Convention financière relative à la prise en charge des frais
du diagnostic social territorial**

Le Président de Saint-Flour Communauté,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-10 ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°2026-127 en date du 12 mai 2026 portant délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant au Président ;

Vu la décision n°2026-453 en date du 10 août 2026 portant attribution du marché de prestations de services n°2026-25 pour la réalisation d'un diagnostic social territorial à la société SAS AMNYOS – 75020 PARIS ;

Considérant que Saint-Flour Communauté fait réaliser pour elle-même et ses communes membres un diagnostic social territorial comprenant :

- Diagnostic social territorial approfondi afin de disposer d'un état des lieux partagé, d'identifier les besoins émergents de la population et de définir les orientations de la future CTG.
- Diagnostic territorial social de la Commune de Saint-Flour afin de définir sa politique sociale confiée à son Centre Communal d'Action Sociale (CCAS).
- Des focus communaux pour les communes Chaudes-Aigues, Ruynes-en-Margeride, Pierrefort, Neuvéglise-sur-Truyère, Talizat et Valuéjols ;

Considérant que Saint-Flour Communauté coordonne l'étude de diagnostic et a déjà accompli les démarches suivantes :

- elle a mené la procédure d'achat ;
- elle a signé le marché puis l'a notifié au prestataire retenu ;
- elle a sollicité des subventions.

Considérant que Saint-Flour Communauté assurera par la suite :

- le suivi de l'étude ;
- le versement de la rémunération due au prestataire ;
- le recouvrement des subventions obtenues ;

Considérant que le règlement des sommes dues au prestataire incombera à Saint-Flour Communauté ;

Considérant que Saint-Flour Communauté appelle une quote-part à chaque commune, correspondant au reste à charge calculé à partir du coût de la part communale du diagnostic, déduction faite des subventions obtenues ;

Considérant

Vu projet de convention individuelle type définissant les modalités de prise en charge financière entre Saint-Flour Communauté et ses communes membres pour la réalisation du diagnostic social territorial ;

DECIDE

Accusé de réception en préfecture
015-200066660-20261012-DEC2026-636-AU
Date de télétransmission : 16/10/2026
Date de réception préfecture : 16/10/2026

Article 1 : D'approuver la convention individuelle type de prise en charge financière relative à la réalisation d'un diagnostic social partagé ;

Article 2 : D'approuver la répartition des coûts entre Saint-Flour Communauté et les communes intéressées ;

Article 3 : D'autoriser le Président, ou son représentant, à signer les conventions individuelles de prise en charge financière avec les communes intéressées au diagnostic social territorial, ainsi que tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision ;

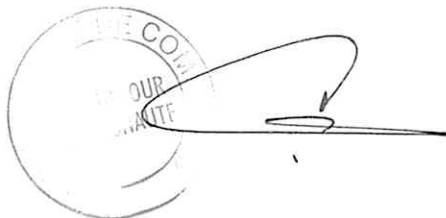
Article 4 : De dire que tout recours contentieux à l'encontre de la présente décision doit être présenté devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Fait à Saint-Flour, le 12 octobre 2026

Le Président,

Philippe DELORT

A handwritten signature in black ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "SAINT-FOUR COMMUNAUTE" around the perimeter and "LE PRESIDENT" in the center. The signature is a stylized, cursive script.

Il sera rendu compte de cette décision à la prochaine séance du conseil communautaire.

Transmise en Préfecture le 16 OCT. 2026

Publiée sous format électronique sur le site internet de Saint-Flour Communauté, conformément à l'ordonnance n°2021-1310 du 7 octobre 2021 et au décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, le **16 OCT. 2026**

CONVENTION FINANCIERE

Diagnostic social territorial partagé

Entre les soussignés :

Saint-Flour Communauté, sise Village d'entreprises - 1 rue des Crozes – ZA du Rozier Coren – 15100 Saint-Flour, représentée par **Philippe DELORT, Président, (ou son représentant)** dûment habilité par décision n°2026-636 en date du 12 octobre 2026 ;

D'une part,

Et

La **Commune**, sise, représentée par **NOM PREMON, son Maire**, dûment habilité par délibération n° en date du ;

D'autre part,

Préambule :

Saint-Flour Communauté fait réaliser pour elle-même et ses communes membres **un diagnostic social territorial** comprenant :

- **Diagnostic social territorial approfondi** afin de disposer d'un état des lieux partagé, d'identifier les besoins émergents de la population et de définir les orientations de la future CTG.
- **Diagnostic territorial social de la Commune de Saint-Flour** afin de définir sa politique sociale confiée à son Centre Communal d'Action Sociale (CCAS).
- **Des focus communaux** pour les communes Chaudes-Aigues, Ruynes-en-Margeride, Pierrefort, Neuvéglise-sur-Truyère, Talizat et Valuéjols

Il a été exposé ce qui suit :

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de répartition de la prise en charge financière du diagnostic social territorial entre l'EPCI, d'une part, et les communes qui prennent part à ce diagnostic partagé, d'autre part.

ARTICLE 2 : SAINT-FOUR COMMUNAUTE

Saint-Flour Communauté coordonne l'étude de diagnostic.

Dans ce rôle, Saint-Flour Communauté a déjà accompli les démarches suivantes :

- elle a mené la procédure d'achat ;
- elle a signé le marché puis l'a notifié au prestataire retenu ;
- elle a sollicité des subventions.

Toujours dans ce même cadre, Saint-Flour Communauté assurera par la suite :

- le suivi de l'étude ;
- le versement de la rémunération due au prestataire ;
- le recouvrement des subventions obtenues.

ARTICLE 3 : COMMUNE DE [NOM]

De son côté, la commune prend l'engagement de fournir à Saint-Flour Communauté ainsi qu'au prestataire retenu l'ensemble des informations dont la réalisation du diagnostic a besoin.

Elle doit par ailleurs tenir Saint-Flour Communauté informée dès qu'une nécessité complémentaire apparaît, dès qu'il s'avère nécessaire d'interrompre l'étude, ou encore en cas de difficulté quelconque survenant avec le prestataire.

ARTICLE 4 : MODALITÉS FINANCIÈRES

Le coût du diagnostic est le suivant :

Poste	€ HT	TVA 20%	TTC
Diagnostic social territorial global (Saint-Flour Communauté)	18 624	3 725	22 349
Focus - Saint-Flour	5 676	1 135	6 811
Focus - Chaudes-Aigues	2 000	400	2 400
Focus – Neuvéglise-sur-Truyère	2 000	400	2 400
Focus – Pierrefort	2 000	400	2 400
Focus – Ruynes-en-Margeride	2 000	400	2 400
Focus – Talizat	2 000	400	2 400
Focus – Valuéjols	2 000	400	2 400
TOTAL	36 300	7 260	38 700

Le règlement des sommes dues au prestataire incombera à Saint-Flour Communauté, qui les lui versera directement. Cette dernière se retournera ensuite vers les communes concernées en émettant à leur encontre un titre de recette, afin d'obtenir le remboursement de leur quote-part.

La quote-part due par chaque commune est calculée à partir du coût de la part communale du diagnostic, déduction faite des subventions obtenues, la contribution correspondant donc au reste à charge. Le montant prévisionnel de financement attendu est de 70 % du coût du diagnostic.

Sur cette base, le montant prévisionnel que devra supporter la commune de [NOM] est estimé à [MONTANT] TTC.

ARTICLE 5 : DURÉE DE LA CONVENTION

La convention prendra fin après l'exécution complète du contrat.

ARTICLE 6 : ACTIONS JURIDICTIONNELLES

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention ressort de la compétence du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

S'agissant des litiges opposant le groupement à tout requérant avant la signature du ou des marché(s), le coordinateur est habilité à agir en justice.

S'agissant des litiges intervenant après la notification du ou des marché(s), chacun des membres du groupement agira en justice pour les griefs auxquels il est parti.

Fait en deux (2) exemplaires originaux,

À Saint-Flour, le

Pour Saint-Flour Communauté,

Le Président,
Philippe DELORT

Pour la commune de [NOM],

Le Maire,